

La Presse

1. La Presse. 1836-08-20.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

20 AOUT

1836

Les abonnements datent des
1 et 15 de chaque mois.

LA

PRESSIE

SAINT

N° 44

PARIS, RUE SAINT-GEORGES, N. 16.

On reçoit les annonces, au prix
de 1 fr. 50 c. la ligne,
RUE DE LA JUSSIEUNE, 11.

ÉTRANGER.

BOHÈME.

PRAGUE, 8 août. — Le prince Metternich est arrivé dans cette ville avant-hier, et s'est remis en route le lendemain pour Toplitz. Les préparatifs pour la cérémonie du couronnement se poursuivent avec activité. Près l'hôtel des Invalides on fait exécuter des travaux pour la fête populaire, et, à cet effet, on a fait venir des ouvriers et des journaliers des districts voisins. Au sein de la ville s'élève aussi des arcs de triomphe. A l'entrée de l'empereur dans la ville, les maisons et les clochers seront pavoisés de drapeaux à deux couleurs, et il y aura pendant trois jours illumination générale. A l'exception de quelques salles encore occupées par les ouvriers, les décorations intérieures du château impérial sont terminées, et les curieux affluent pour admirer la nouvelle division des appartements. Plusieurs personnes de la suite de Charles X, qui l'ont quitté à Toplitz, ont passé par Prague pour aller le rejoindre à Gortz. On ne connaît pas encore le séjour définitif de Charles X; mais on pense que par prédilection pour les bains de Toplitz il reviendra à Prague.

PROPAGANDE RELIGIEUSE. — Des frontières de Bohême, 9 août. — Des lettres de la Hongrie mandent que la religion prend dans certaines provinces un caractère vraiment étrange. Le calvinisme étend de plus en plus son influence, quelques efforts que fasse le clergé catholique pour arrêter ses progrès. On assure que, pour paralyser les efforts du protestantisme, les jésuites ont été de nouveau installés en Hongrie. Déjà il avait été réalisé un capital de plusieurs centaines de millions de florins, produit des souscriptions volontaires et qui doit servir de première dotation à ces établissements. L'évêque de Gram montre un zèle extrême pour la réalisation de ce projet; il s'est inscrit lui-même pour 10,000 florins, et il a inséré dans son testament une clause qui assure à l'avenir le service d'une somme semblable à l'établissement.

ESPAGNE.

BAYONNE, 15 août. — La première division de l'armée du centre, commandée par le général Evans, a proclamé la constitution de 1812. Une forte bande, dont le chef est inconnu, intercepte les correspondances de Madrid à Saragosse. Il en résulte que jusqu'à ce que l'on soit décidé à attaquer les factieux, qui doivent occuper l'étroit défilé qui est entre Calatayud et Ateca, on n'aura plus de nouvelles de Madrid que par Santander si les carlistes ne coupent pas les communications, ou par Perpignan qui ne peut les recevoir que bien vicieusement, car la correspondance devra aller par terre de Madrid à Valence, exposée à être saisie par Cabrera, de cette ville par mer à Barcelone, et de là par mer à Port-Vendre; et il est permis d'espérer que cet état de choses inspirera enfin aux deux cours de Madrid et de Paris l'idée de réunir leurs efforts pour rendre libre la route d'Irun et de Vittoria; mais en attendant les communications sont interceptées.

Il paraît certain qu'Espartero a battu Gomez. Ce chef, malgré les assertions des carlistes, a fait une triste expédition; il n'a été atteint qu'une seule fois il est vrai, mais il a perdu un grand nombre d'hommes par la désertion, et il a pu se convaincre que la désertion ne trouvait pas d'échos dans les Asturies, et que dans la Galice les esprits n'étaient pas aussi bien disposés qu'on le croyait en faveur du prétendant. Depuis la dernière affaire du général Bernelle, Villareal et les autres chefs carlistes paraissent démoralisés. Il y a cinq jours que le comité auto-légitimiste de Bayonne n'a aucune nouvelle militaire; mais on sait que don Carlos se porte à merveille, et qu'il a fait avec une pompe sans égale la neuvaïne de Saint-Ignace à Arpetia, à la grande édification des RR. PP. jésuites.

La petite armée du général Evans, cantonnée à Saint-Sébastien et au Pasage, est dans le plus complet désarroi. Les soldats anglais ne veulent plus servir; ils demandent à rentrer dans leur pays; mais avant de partir, ils veulent être payés de ce qui leur est dû et de ce qu'on leur a promis.

Une conjuration ultra-révolutionnaire vient d'être découverte à Saragosse. Elle avait pour objet l'assassinat du capitaine-général San-Miguel et des autorités nouvelles, dans le but de les remplacer par des hommes plus énergiques. Le chef, colonel d'un régiment, et quelques conjurés, ont été arrêtés; les autres sont en fuite. On parle en même temps d'une capture importante en chevaux et en voitures chargées d'effets faite par Cabrera et Quilex dans le royaume de Valence.

— Les lettres et les journaux de Madrid qui devaient arriver avant-hier manquent encore aujourd'hui.

SAINT-SÉBASTIEN, 11 août. — Le général Evans a fermement déclaré que dans le cas où la constitution de 1812 serait établie, il regarderait comme un devoir pour lui de faire immédiatement partir la légion britannique pour l'Angleterre, tout en regrettant de laisser les autorités exposées aux attaques des factieux. Les autorités instruites de ces dispositions du général, lui ont donné l'assurance que non seulement elles ne se prononceraient pas en faveur de la constitution de 1812, mais qu'elles réprimeraient en outre toute tentative ayant pour but de la proclamer.

MADRID, 15 août. — La contrainte dont la reine est victime doit ou être violemment supprimée comme elle a été violemment établie, ou l'émotion militaire dans Madrid légalisera l'émotion militaire de la Granja. Le conseil des ministres, dans cette grave circonstance, est en permanence depuis ce matin. La garnison est sous les armes. La consigne la plus sévère lui a été donnée. Les artilleurs sont prêts à faire feu au premier signal. Les canons sont braqués sur tous les points d'où l'on peut craindre la résistance. Tout annonce que M. Isturiz est décidé à faire respecter jusqu'à l'extrémité les droits compromis de la couronne. M. de Rayneval, dont la santé inspirait de vives inquiétudes hier encore, mais qui va mieux aujourd'hui, est auprès de la reine à la Granja.

Depuis trois jours les communications par l'Aragon sont interceptées. On n'a pas encore reçu les dépêches du courrier parti de Paris le 6. On espère que cette interruption, occasionnée par la présence d'une forte colonne carliste, ne se prolongera pas.

Le mouvement constitutionnel se poursuit dans les provinces avec des chances diverses. Carthagène, Alicante, Lorcas, Murcie, Valence, Badajoz ont proclamé la constitution de 1812; à Vittoria, à Logrono, les essais du parti ultra-libéral ont échoué complètement.

La Gazette de Madrid du 10 annonce l'entrée en Espagne, avant la fin du mois, de 8,000 Français.

Le ministère de l'intérieur a déjà reçu l'avis officiel de la nomination de plus de 100 procuradores. Le chiffre des députés ministériels, dans ce nombre, est de plus des deux tiers. Sur les 52 députés présents à Madrid, 38 voteront avec le ministère; 14 appartiennent à l'opposition. Le chiffre nécessaire pour la réunion des cortès étant de 50, le gouvernement pourrait donc ouvrir la session le 20 de ce mois; et l'on assure que déjà l'on s'occupait activement dans le conseil de la rédaction du discours de la couronne.

GRANDE-BRETAGNE.

LONDRES, 17 août. — Lord Granville, qui devait passer quelques jours de vacances en Ecosse, a reçu l'ordre de retourner à son poste à Paris. Il n'a que quelques heures pour disposer tout pour son départ. (Morn. Post.)

Le Globe dit que l'on vient de découvrir la fabrication d'une grande quantité de faux billets de banque d'Angleterre.

GRÈCE.

Le Sauveur, journal constitutionnel publié à Athènes, et dont le rédacteur en chef, M. Skoufot, a failli perdre la vie le 4 juillet dernier, par suite d'une tentative d'assassinat, fait, dans son dernier numéro, la peinture de la situation actuelle de la Grèce:

« Il est d'une vérité manifeste que nous touchons à de grands événements dans notre intérieur. Il est évident pour tous, et nous n'avons pas besoin de le démontrer, que l'état actuel des choses ne peut être d'une longue durée. Il y a jusque dans l'air que nous respirons, je ne sais quoi qui nous avertit de nous tenir tout prêts, car nous sommes sur le point de voir en Grèce un mouvement politique qui assiera définitivement le gouvernement sur des bases inébranlables. Et à ceux qui prétendraient que nous exagérons les faits, nous répondrions en leur mettant sous les yeux la population presque entière du Péloponnèse sous les armes, sous la bannière d'un chef et rassemblée en un corps de

factieux, nous pas sous l'influence d'un parti, mais, ce qui est bien plus inquiétant, disséminée sur tous les points et jetant dans toutes les directions ses ramifications innombrables. Nous leur ferions voir l'opposition armée ne se composant plus de gens sans aveu, qui n'ont aucun intérêt au maintien de la tranquillité publique, mais de propriétaires, de cultivateurs, de bergers. »

MEXIQUE.

Des lettres de la Nouvelle-Orléans donnent des nouvelles de Velasco jusqu'à la date du 31 juillet. Les commissaires envoyés par le gouvernement texien à Matamoros ont été retenus d'une manière perfide, et probablement ils seront égorgés si Santa-Anna lui-même est exécuté. On savait à Ylascas que les Mexicains se préparaient à attaquer de nouveau le Texas avec une armée considérable. Santa-Anna embarrassa beaucoup le gouvernement texien. Il ne peut le conserver prisonnier, en toute sécurité dans le Texas, et s'il l'envoie aux Etats-Unis, l'ambassadeur du Mexique s'empresserait de le réclamer. Le colonel Lamar, ministre de la guerre dans le Texas, a demandé la mort de Santa-Anna, soit par nécessité, soit parce que tant de prisonniers texiens ont été égorgés par ses ordres.

PERSE.

Des nouvelles de Trébisonde annoncent qu'on prépare dans la Perse une expédition contre les Bardes, et que le général anglais sir Henry Belhune aurait le commandement en chef. Mehemed Shah avait nommé Karaman Mirza, le plus jeune de ses frères, gouverneur de la province d'Aderbidscham.

TURQUIE.

CONSTANTINOPLE, 27 juillet. — Suivant les dernières nouvelles de Tripoli, le grand-amiral Tahir-Pacha était arrivé dans ce port avec son escadre, le 12 juin. Il avait de suite débarqué avec les troupes à bord de l'escadre, et donné des ordres aux principaux chefs des tribus arabes pour réclamer leur soumission. La flotte du capitain-pacha se compose de 29 voiles, dont un vaisseau de guerre, 2 frégates, 4 corvettes, 2 bricks et une goélette de guerre qui était déjà arrivée la veille. Dans l'après-midi les troupes opérèrent leur débarquement; on avait dressé pour elles des tentes entre la ville et Meschéc. Elles ont paru moins considérables qu'on ne s'y attendait. Cependant on ne saurait à cet égard rien dire de certain. On peut les évaluer à 2,500 hommes de toutes armes. Les bâtiments de guerre avaient moins de soldats à bord qu'à la première expédition.

Il est probable que l'aga de Mesurata se dérobera par la fuite ou par une prompte soumission aux suites de sa résistance aux ordres qui lui ont été donnés depuis un an, si toutefois on se contente aujourd'hui de sa soumission. L'insurrection dans les diverses provinces de l'ancienne régence était à tout considérer négative: à l'exception du petit district de Taguira, aucune tribu n'avait pris les armes contre les soldats du sultan, et il est à présumer qu'on n'en serait point venu à des hostilités effectives. On a néanmoins fait l'observation que les contributions renaissent partout fort lentement et par faibles portions, et que les frais pour la perception dépassaient de beaucoup le produit.

— Depuis le départ du dernier courrier, l'épidémie a malheureusement fait des progrès dans Constantinople; on a remarqué plusieurs cas à Galata, et même au sérail de Beler-Bey plusieurs personnes ont été atteintes du fléau. Les dernières feuilles du journal turc ne contiennent rien d'intéressant.

— Les Russes ont déjà enlevé une grande partie de l'immense matériel de guerre qu'ils avaient entassé à Silistrie; ce matériel a été transporté sur l'autre rive du Danube. Tout annonce la prochaine remise de la forteresse aux commissaires turcs. On dit que Silistrie est dans un état complet de défense.

FRANCE.

PARIS, 19 AOUT.

Tous les esprits sont aujourd'hui tournés vers l'Espagne; c'est là toute la question du moment, et c'est de là que viennent aux opinions les craintes ou les espérances. Jusqu'à présent l'énigme de la destinée espagnole n'avait que deux mots possibles, Christine ou don Carlos; maintenant elle en a un troisième, la révolution, et nous croyons que celui-ci est le vrai.

C'est bien la faute de l'Espagne si sa révolution tourne à mal. Si elle s'était tenue à ses précédents historiques et à ses traditions nationales, si elle s'était bien pénétrée de ce que ses éléments religieux, moraux, industriels et politiques avaient de propre, de local et d'exceptionnel, et par conséquent si elle s'était évertuée à trouver le régime spécial qu'il leur fallait, au lieu de copier platement les institutions françaises, qui sont elles-mêmes une copie, et de créer à la hâte par le statut royal une chose qui ne se crée jamais, un gouvernement, elle n'aurait peut-être pas aujourd'hui deux chambres, un ministère et une garde nationale comme nous, mais elle n'aurait pas non plus les factions qui la déchirent et l'autorité factice qui la laisse déchirer, ce qui vaudrait beaucoup mieux pour elle.

C'est donc l'Espagne elle-même, ce sont ses hommes d'état manqués, qui ont passé quelques années de leur vie en France à lire Voltaire et à courtoiser des actrices; c'est la manie du calque et le fanatisme du plagiat qui ont préparé les calamités qui éclatent. Les partisans de la reine ont copié la constituante, don Carlos a copié la Vendée, les révolutionnaires de Malaga ont copié la convention, et il est probable qu'avant six mois d'ici, ces trois partis auront copié la guillotine. Grande leçon pour tous les fabricants d'institutions, pour tous les grands faiseurs de chartes, qui s'imaginent qu'on improvise des peuples par scrutin, et qu'on fait par assis et levé des mœurs politiques.

Il était évident que le gouvernement fondé par le statut royal, étant une chose factice, une chose établie, non pas d'après les mœurs positives et les nécessités propres de l'Espagne, mais d'après des théories en l'air, sur des motifs à priori, par cela seul qu'il y avait un gouvernement pareil en France, ne pouvait pas tarder à recevoir quelque rude et décisive secousse, et que l'Espagne réelle se détacherait tôt ou tard de l'Espagne de papier qu'on venait de faire. C'est ce qui est arrivé. Le Nord s'est révolté pour une raison, le Midi pour une autre, et le statut royal n'a plus pour partisans sérieux que ceux qui l'ont rédigé. Même, quelle que soit la différence apparente des intérêts qui se sont groupés, d'un côté autour de l'absolutisme, de l'autre autour de la révolution, ou nous nous trompons fort, ou les insurgés du Nord et du Midi ne soutiennent au fond que la même cause, la cause de l'Espagne réelle, de l'Espagne historique, ici avec le drapeau de don Carlos, là-bas avec celui de la constitution de 1812; ce qui donne deux ennemis pour un à la monarchie constitutionnelle de la reine Christine.

Aujourd'hui, il est bien clair qu'il ne peut plus être question d'intervention; car on ne saurait intervenir contre don Carlos sans intervenir pour la constitution de 1812, et le mal n'aurait ainsi du bien, le désordre démocratique de la soumission absolutiste. Maintenant, il faut laisser à la réalité des mœurs et des idées espagnoles le temps de se dégager de toute cette politique fautive, de toutes ces chartes de similor qu'ont successivement

promulguées les constitutionnels, les carlistes et les révolutionnaires; il faut attendre que l'Espagne ne copie plus personne, et qu'elle laisse apercevoir la pente naturelle de ses éléments. Dès que le mouvement normal des idées, en Espagne, se montrera, les nations voisines pourront l'aider, le diriger et l'organiser. D'ici là, il n'y a rien à faire.

Ainsi, quelque probabilité qu'il y ait dans le développement immédiat des idées révolutionnaires en Espagne, on ne saurait néanmoins devancer là-dessus les événements eux-mêmes. Il faudra nécessairement quelques jours aux opinions pour se trier, pour se grouper, pour s'organiser en un ou en plusieurs partis. Toutes les petites oscillations qui précéderont cette position définitive des choses seront de peu d'importance, et ce n'est que lorsque l'Espagne saura nettement ce qu'il lui faut et ce qu'elle veut qu'il y aura lieu à revenir sur les discussions des principes et des formes de gouvernement. Nous allons donc désormais et d'ici là nous borner à donner les nouvelles relatives à la situation de l'Espagne; il n'y a à faire en ce moment sur ce pays que de la chronique; nous ferons de la théorie quand le moment que nous avons dit sera venu.

Nous avons néanmoins là-dessus une crainte grave que nous éprouvons le besoin d'exprimer avant de finir: nous craignons sérieusement que les démocrates espagnols n'imitent aussi sérieusement la convention que les constitutionnels ont imité la constituante, et que ce magnifique royaume de Charles-Quint ne devienne la proie d'une stérile et sanglante idéologie, ne tombe de la reine Christine au Contrat Social, du Contrat Social au bourreau. Hélas! ainsi a fait la France!

On lit aujourd'hui dans la partie officielle du Moniteur:

« Le roi vient de recevoir des villes libres et anséatiques de Hambourg, Brême et Lubeck, et de la ville libre de Francfort, les lettres de félicitations sur la conservation des jours de S. M. »

On s'étonnera sans doute de voir ces congratulations arriver si tard. On dira peut-être: Mieux vaut tard que jamais. Mais encore ces circonstances donnent lieu à des réflexions aussi pénibles pour les villes libres que pour le cabinet français.

Les villes libres d'Allemagne sont assez rapprochées du territoire de France. L'attentat du 27 juin a pu être connu à Francfort dès le 27 par des courriers, ou le 29 par la poste. Les trois autres villes sont en communication de tous les jours avec Francfort, et peu distantes l'une de l'autre. Si elles ont dû se concerter entre elles, elles auraient pu le faire en quelques jours. Cependant, leurs lettres arrivent plus tard que celles des puissances situées à l'extrémité de l'Europe.

L'attentat du 25 juin a produit une vive indignation en Allemagne, surtout à Francfort, ville de commerce et qui aime le calme. Au lieu de suivre cette impulsion, le sérénissime sénat de Francfort a cru devoir attendre que les cours de Vienne et de Berlin aient donné l'exemple! Le pacte fondamental d'Allemagne déclare souveraines les villes libres aussi bien que les principautés; mais, en fait, on voit que ces villes sont aussi peu indépendantes vis-à-vis de l'extérieur que libres dans leurs institutions intérieures!

Il faut bien que le ministère français ne jouisse guère d'une grande autorité dans ces villes libres. On prétend qu'il les a soutenues contre l'invasion, et qu'il en a demandé l'évacuation; en ce cas, on ne s'en montrerait guère reconnaissant. Un député ayant demandé pendant la session dernière que le gouvernement protégeât les petits états allemands et qu'il en recherchât ou acceptât l'alliance, un ministre a donné une réponse favorable; il faut bien qu'on ait manqué à cette promesse, puisqu'on inspire si peu de confiance auprès de ces états.

On ne dit pas que le représentant des villes libres ait été absent de Paris. S'il avait été absent il pouvait, selon les usages, être remplacé par le secrétaire de légation.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE.

On nous écrit de Bordeaux, 16 août, à huit heures du soir.

« Nous recevons par voie extraordinaire les nouvelles officielles suivantes qui confirment la victoire remportée par le général Espartero sur le chef carliste Gomez: »

« Santander, 11 août.

« Le colonel Benito Losada, par sa dépêche de ce jour datée d'Aguilar de Campo, annonce ce qui suit: »

« En ce moment, dix heures du matin, je reçois une communication du maréchal-de-camp don Felipe Rivero, dans laquelle il me dit que S. Exc. le lieutenant-général don Baldomero Espartero, avec ses vaillantes troupes, a attaqué l'ennemi le 8 du courant dans le bourg d'Escaro en Baldeburon; qu'en dépit des positions avantageuses que les rebelles occupaient et de leur résistance opiniâtre, l'ennemi a été délogé, repoussé, mis hors de combat et complètement en déroute par les troupes de la reine; le champ de bataille est resté couvert de morts; il y a eu beaucoup de blessés, grand nombre de prisonniers; quantité de factieux ont passé du côté du général Espartero. »

« Le restant des troupes de Gomez fuyait à travers des montagnes. Il ajoute que cette perte s'est étendue de l'infanterie à la cavalerie. »

« Le général Espartero, pour compléter sa victoire, était obligé de courir à différents points, afin de recueillir les fuyards. »

« Ces nouvelles ont été communiquées par le colonel Benito Losada au brigadier Iriarte, commandant de la province de Santander. »

« Nous n'avons à Bordeaux que des nouvelles de Madrid jusqu'au 8 août. A cette date, d'après une correspondance, la garde nationale n'avait encore remis que cinquante fusils. A trois heures, un ordre de Quesada donnait vingt-quatre heures de plus pour le dépôt des armes; cet ordre ajoutait, dit-on, que si le 9 août les gardes nationales résistaient, il traiterait militairement les récalcitrants. On paraissait résolu de résister. Les lettres d'une date plus récente nous manquent aussi bien que les journaux. »

« Une lettre de Bayonne du 13 annonce que le 48^e de ligne en garnison dans cette ville voulait fournir, à la nouvelle légion étrangère qui devait s'organiser, 10 officiers dont un lieutenant-colonel, et 320 sous-officiers et soldats. A cette date on croyait encore à Bayonne que la coopération en Espagne serait étendue. »

DEBATS DE LA PRESSE.

CRISE MINISTÉRIELLE.

L'Impartial, qu'on sait être l'organe de la fraction tiers-parti du ministère du 22 février, contient, sous le titre: *Historique de la crise ministérielle à propos de l'intervention*, un article que nous croyons devoir rapporter tout entier:

« Personne n'ignore qu'avant même la formation du ministère du 22 février, M. Thiers s'était toujours montré chaud partisan de la cause de l'intervention. Son opinion, qui n'avait pu prévaloir dans le ministère du 14 octobre, avait trouvé plus d'appui dans le sein du ministère actuel, où M. Passy notamment s'était prononcé avec la même vivacité en faveur d'une intervention ou tout

au moins d'une coopération large et efficace. Obsédé par les suggestions intéressées de la diplomatie du Nord qui ne cache pas son vif intérêt pour la cause de don Carlos, M. Thiers s'était prononcé hautement et avait dit à qui voulait l'entendre que la France, dans aucun cas, ne pouvait transiger avec don Carlos, que la cause de la reine d'Espagne était la nôtre, et qu'il fallait empêcher à tout prix une contre-révolution.

Les événements de Malaga et de Saragosse, et l'organisation des juntes, sont venus changer la face de la question : les adversaires de l'intervention ont puisé contre elle des arguments dans cette complication nouvelle des affaires de la Péninsule, qui pouvait refroidir l'intérêt que la France et l'Angleterre portaient à la cause de la reine constitutionnelle. M. Thiers, renonçant malgré lui à réclamer une intervention qu'il désirait toujours, mais à laquelle s'opposaient des obstacles invincibles, s'est contenté de demander une coopération large et efficace. Il a démontré que le meilleur et le seul moyen de combattre la constitution de 1812, c'était de combattre don Carlos; que la France ne pouvait intervenir dans les querelles intérieures des Espagnols sur telle ou telle forme de gouvernement; qu'elle devait se borner à agir contre les carlistes, et que le succès serait le moyen le plus sûr de pacifier l'Espagne et de réunir tous les partis autour du trône d'Isabelle.

Quant aux moyens d'exécution, les voici tels qu'ils étaient combinés, et tels qu'aux yeux de M. Thiers et de ceux qui partageaient son opinion, ils devaient infailliblement assurer le succès. Ce qui a manqué jusqu'ici aux opérations de la guerre d'Espagne, c'est l'ensemble, c'est une haute direction politique et militaire à la fois. Or, un corps de dix mille Français, composé de six mille hommes d'élite pris dans nos régiments et des quatre mille braves qui restent encore à la légion étrangère, devait former le noyau de la nouvelle armée chrétienne et le pivot de ses opérations. Un lieutenant-général distingué devait commander ce corps, auquel se seraient réunis six mille hommes de la légion anglaise, que le général Evans, avec l'abnégation et la modestie la plus honorable, a demandé à mettre sous les ordres d'un général français; quatre mille Portugais et dix mille Espagnols, en tout trente mille hommes. Un plan de campagne, combiné avec le maréchal Maison, le général Harispe, et plusieurs autres généraux, et conçu d'accord avec le cabinet anglais, eût assuré le succès, dont toutes nos vieilles expériences militaires répondaient sur leur tête. Le reste de l'armée espagnole eût occupé l'Ebre comme réserve, et eût pu, au besoin, consacrer une partie de ses forces à veiller à la sûreté de la reine.

C'est ainsi qu'était posée la question, qui semblait marcher vers une solution favorable, lorsque des difficultés s'élevèrent à propos de la nomination d'un lieutenant-général; lundi dernier, M. Thiers avait exprimé son opinion au roi et soutenu avec chaleur la nécessité et la convenance du plan que nous venons d'exposer.

Mardi, le conseil des ministres s'assembla, et c'est là que les opinions se dessinèrent avec une parfaite netteté : les partisans de l'intervention étaient M. Thiers, M. Passy, M. Sauzet, les deux maréchaux Maison et Duperré, et M. d'Argout qui, avant son départ, avait donné d'avance son opinion et l'avait confirmée dans toutes ses lettres; contre, étaient M. Pelet (de la Lozère) qui craignait le danger, pour la France, d'engager une guerre dont nul ne pouvait prévoir l'issue, et M. de Montalivet qui, moins prononcé que M. Pelet, était cependant opposé à la mesure.

Les opinions, ainsi partagées, n'ayant pu se concilier, M. Thiers, le premier, crut devoir donner sa démission, et son exemple fut imité par ses cinq collègues. Les démissions furent portées au roi par M. de Montalivet, qui avait fait les plus loyaux efforts pour prévenir ce schisme ministériel.

Mercredi, de nouveaux efforts furent tentés pour changer la résolution de M. Thiers; mais M. Thiers persista dans sa démission, et, après une longue conférence sans résultat, les ministres se trouvaient réunis à Saint-James, lorsqu'arriva la dépêche télégraphique annonçant l'acceptation de la constitution de 1812 par la reine. Cette dépêche, comme nous l'avons dit, a mis un terme aux dissidences ministérielles sur une question qui a cessé d'être à l'ordre du jour. Dans l'état actuel des choses, le ministère français, fidèle à son système de ne pas prendre parti dans les querelles intérieures de la Péninsule, n'a plus qu'à se tenir dans une attitude expectante : les troupes françaises qui sont en Espagne doivent y rester pour continuer à faire la guerre à don Carlos; mais le corps auxiliaire, qui achève de s'organiser à Pau, attendra probablement, pour franchir la frontière, que les événements nous éclaircissent sur la véritable situation de la reine qui, nous aimons à le croire, n'est ni ottagée ni captive dans son palais de Saint-Ildefonso.

D'après la Paix, le président du conseil aurait de nouveau offert sa démission et persisterait à vouloir se retirer.

CONSTITUTION DE 1812.

Le *Courrier français*, le *National* et le *Bon Sens* sont unanimes sur les avantages qui doivent ressortir pour l'Espagne de la proclamation de la constitution de 1812; mais ce n'est pas sans quelque inquiétude qu'ils voient l'attitude vacillante de notre cabinet dans cette grande et terrible lutte entre la démocratie et l'absolutisme. Et, en effet, c'est autant une résolution prompte qu'une résolution énergique qu'il faut prendre à l'égard de la Péninsule; il faut qu'au-delà des Pyrénées on sache à quoi s'en tenir de la part des autres cabinets; l'irrésolution est encore plus funeste aux états qu'aux individus, et l'Espagne ne saurait rester long-temps dans un état d'incertitude dont pourraient adroitement s'emparer les ennemis de sa grandeur et de son émancipation.

Il ne faut pas se le dissimuler, dit le *Courrier*, si le gouvernement se laissait aller à la pente qui l'entraîne, s'il n'écoulait que sa tendance à la légitimité, et son horreur pour tout ce qui ressemble plus ou moins à la révolution, il recommencerait ce que fit la restauration, et il le recommencerait avec bien plus de facilité et de succès, puisque la restauration eut à créer, à organiser l'armée de la foi, et que lui trouverait l'insurrection carliste toute organisée, ne demandant que quelques directions et quelques encouragements. Maintenant le gouvernement n'éprouvera-t-il pas d'obstacles de la part de l'Angleterre, dont les ministres ont déclaré que les troupes auxiliaires anglaises ne se croiraient jamais appelées à combattre les partisans de la constitution?

Le gouvernement français ne se souviendra-t-il pas qu'il est né de la révolution de juillet, et qu'il ne peut favoriser la contre-révolution en Espagne sans mentir à son origine, sans trahir les principes auxquels il doit son existence, sans livrer ceux qui se compromettent pour le fonder? Et si notre mauvaise fortune voulait que le gouvernement fût la proie volontaire d'un tel aveuglement, sommes-nous tombés si bas qu'il ne rencontrerait plus d'obstacles à l'accomplissement de ses volontés?

Les mêmes doutes sont exposés avec plus de vivacité par le *National*:

Le ministère français, qui, au premier bruit de l'insurrection, avait songé à l'intervention, paraît y avoir renoncé pour le moment, après avoir appris que la reine avait accepté la constitution de 1812. Mais son se tromperait grandement si l'on pensait que c'est là une garantie suffisante contre l'éventualité d'une invasion armée. Les cabinets alliés, après la révolution de 1830, délibérèrent pendant trois ans sur le parti qu'ils avaient à prendre, et ce ne fut qu'après ce long intervalle de temps qu'ils se décidèrent à envoyer une armée française de l'autre côté des Pyrénées. La révolution de 1836 est à l'abri d'une agression immédiate; mais rien ne nous prouve qu'il en doive toujours être ainsi, et que les mêmes délibérations entre les cabinets ne déterminent pas la même résolution, c'est-à-dire l'envoi d'une nouvelle armée française destinée encore une fois à rendre ce coupable service à la ligue des cabinets contre les peuples. C'est ici que la nation espagnole doit se souvenir de son passé pour préserver son avenir. Elle succomberait comme en 1823, si elle ne préparait pas tout pour la défense. Elle a d'ailleurs, sur son propre territoire, un ennemi dangereux dont il faut qu'elle se défasse au plus tôt. La guerre civile qui la désole, l'intervention étrangère qui la menace toujours, tout l'oblige à déployer de grandes forces avec promptitude et énergie.

Le *Bon Sens* ne croit pas devoir recourir à la forme dubitative, et ce qui vient de se passer dans le cabinet lui fait pressentir ce qui pourrait arriver si le cabinet osait manifester sa pensée entière.

Ce qu'il y a de plus significatif jusqu'à présent dans la conduite du ministère réconcilié, c'est l'ordre de suspendre le départ des troupes auxiliaires destinées à agir contre don Carlos. Entre cesser d'attaquer le prétendant et reconnaître ses droits, il n'y a pas bien loin, et l'établissement du 7 août est en bonne voie rétrogradé vers un nouveau congrès de Vérone.

Le mutisme quasi-officiel du *Journal des Débats* fait assez comprendre la difficulté dans laquelle se trouve le cabinet. La *Paix* ne cache point sa pensée. La conséquence logique de son raisonnement sur cette question grave, c'est, elle le dit elle-même, l'intervention au nom de l'Europe tout entière, et l'orga-

nisation de l'Espagne et du Portugal sous le patronage de la France et de l'Angleterre. La *Paix* considère l'intervention comme une question de cabinet, au moins quant à M. Thiers.

Si M. Thiers a réellement l'intelligence de la situation, il quittera le pouvoir jusqu'à ce que la nécessité d'intervenir contre l'anarchie le rappelle au poste où il n'a pas su faire prévaloir l'intervention contre l'absolutisme.

Si, au contraire, M. Thiers abdique sa pensée d'intervention devant la constitution de 1812, il se sera définitivement rabaisé au niveau du tiers-parti et de l'opposition, et il aura compromis à toujours sa carrière politique.

La *Quotidienne* veut que la révolution de Saint-Ildefonso, comme elle l'appelle, touche non seulement l'Espagne, ce qui est tout naturel, mais encore la quadruple alliance, même l'Europe. La feuille de l'absolutisme laisse trop apercevoir la haine de son parti, et l'exprime avec un venin qui pourrait compromettre sa cause, si elle n'était depuis long-temps perdue.

La révolution en Espagne s'est imposée franchement et nettement à l'insurrection; elle aurait pu la jeter à bas, mais elle ne l'a pas voulu, parce qu'elle croit avoir besoin d'elle. Elle se contente, quant à présent, de la dominer, de lui imposer ses volontés et ses caprices; il lui suffit de gouverner, peu lui importe qui règne. Il y a toujours de l'hypocrisie dans les révolutions.

Marie-Christine a accepté la constitution de 1812; elle règnera donc. Mais il doit être bien entendu que c'est la révolution qui commande.

Le journal de M. Maignin tient vivement à ne paraître pas avoir été joué par le journal de M. Thiers. Il néglige les affaires d'Espagne pour revenir longuement sur le blocus hermétique et sur le désaveu.

PRESSE DÉPARTEMENTALE.

ESPAGNE. — FAUT-IL INTERVENIR? — CONSTITUTION DE 1812.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur le passage suivant de l'*Echo de Rouen*, journal qui d'ordinaire est assez bien instruit des intentions ministérielles. Il est essentiel surtout de rapprocher les termes de cet article de ceux de la rectification faite par le *Journal de Paris*, et que nous avons donnée dans notre numéro d'hier :

Il est avéré que la constitution de 1812 ne convient pas à l'Espagne, elle n'est adoptée par un parti que comme un drapeau provisoire, en attendant, comme l'a dit la junte de Badajoz, que les cortès constituantes en aient formé une autre; elle n'est ni assez républicaine pour les républicains, ni assez monarchique pour les royalistes constitutionnels; elle n'a donc qu'une existence temporaire, même dans les provinces où elle a été adoptée avec le plus d'entraînement et d'ardeur. Le parti qui s'abrite sous cette constitution ne restera donc pas tel qu'il vient de paraître, il retournera à l'autorité centrale de la reine et à la constitution nouvelle que vont faire les cortès qui se réunissent dans peu de jours. Car il est impossible de supposer que la nouvelle chambre ne révise pas le pacte fondamental.

Intervenir actuellement en Espagne d'une manière directe, ce serait s'exposer à être isolé au milieu des partis réciproquement hostiles, ce serait avoir l'air d'accepter le rôle d'émissaires des puissances absolues pour combattre le libéralisme de 1812, rôle dont la France ne peut pas même être soupçonnée; ce serait manquer le but de l'intervention française, qui doit être d'exterminer la légitimité et de rendre impossible le renversement du système constitutionnel dans toute la Péninsule, depuis les Pyrénées jusqu'à Lisbonne.

Que faire donc maintenant? Coopérer, comme par le passé, avec les troupes de la reine contre les forces du prétendant; donner à l'Espagne la continuation des secours que nous lui avons donnés jusqu'à ce jour; augmenter même ces secours, comme on le fait en ce moment; s'opposer à l'envahissement carliste, et quant à l'intervention réelle, attendre.

Sur la constitution de 1812, la *Gazette de Picardie* exprime les opinions suivantes :

Les cortès s'assembleront le 20 août; si elles sont contraires à la constitution de 1812, les villes insurgées ne les reconnaîtront pas, elles demanderont qu'il en soit élu de nouvelles, conformément aux principes de cette constitution, et Christine sera obligée de céder; si au contraire les nouvelles cortès sont favorables à la constitution de 1812, alors les choses iront plus vite, et la régente, après avoir congédié Isuriz qui, par une maladie, se prépare à une chute, sera enfin forcée de subir sans retard cette fatale constitution de 1812, qu'elle ne hait tant, et contre laquelle elle ne s'est si souvent et si énergiquement prononcée, que parce qu'elle sait bien que son acceptation par une main royale n'est autre chose qu'une abdication.

La constitution de 1812 et Christine ne peuvent vivre ensemble en bonne intelligence, car cette constitution c'est la révolution.

Mais si la royauté ne peut simultanément exister avec la constitution de 1812, cette dernière ne peut, en tout état de chose; être appliquée à l'Espagne, car son exécution exige une concentration gouvernementale extrêmement forte, et qu'une foule d'obstacles matériels et moraux rend dans ce pays plus impossible qu'en tout autre. Les deux seuls résultats probables de la révolution espagnole sont donc, ou une division de la Péninsule en états fédératifs, ou le triomphe de Charles V qui, rendant à l'Espagne sa légitime royauté, restituerait à ses provinces les droits et les libertés propres à chacune d'elles.

L'*Indépendant de la Moselle* voit dans la marche du gouvernement la preuve qu'il veut maintenir l'harmonie qui existe entre les nations de l'Europe :

Par sa conduite à l'égard de la Suisse, le gouvernement s'attire les reproches du parti radical. Par ses projets présumés relativement à l'Espagne, il encourage l'improbation des hommes rétrogrades. Ce double effet est une preuve à peu près certaine que le gouvernement agit conformément à la tranquillité de la France et de l'Europe.

La *Gazette du Berry*, après avoir examiné l'influence des divers partis sous le rapport politique, les juge ainsi dans l'ordre moral :

Les nouvelles doctrines ont puissamment contribué à la démoralisation qui se manifeste par les attentats et les suicides. En premier lieu le libéralisme a exalté outre mesure le sentiment de la liberté, qu'il n'a point donnée; il a éveillé des ambitions qu'il n'a pu satisfaire; il a flatté les populations d'un bonheur matériel, qu'il a été fort loin de réaliser, qu'il ne pouvait même réaliser. De là le désenchantement dans ceux qui avaient pris au sérieux ses théories mensongères; de là le dégoût de la société et même de la vie, dans des cœurs qui n'étaient plus susceptibles que de souillures matérielles, dans des esprits qui n'avaient foi que dans les biens de la terre. Enfin la répression violente de ce que le libéralisme avait tant préconisé, a pu exaspérer des hommes ardents et sans principes. De là naissent les attentats.

DEBATS JUDICIAIRES.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE. — Audience du 19 août.

Accusation de fabrication d'un faux billet de 500,000 fr. et d'un faux testament.

L'audience est ouverte à dix heures et demie.

Mme Olivier, aubergiste à Rennes déjà entendue, déclare qu'un des compagnons de Lourtet, qui s'appellait Tissier, lui a dit que Lourtet était neveu de M. Laflitte, et qu'il avait un secret pour le blanchissage du papier.

M. le président, au témoin. — Pourquoi n'avez-vous pas dit d'abord cela quand vous avez été entendu?

Le témoin. — Il y a quatre ans que cela a eu lieu; je ne m'en suis pas souvenue d'abord; mais la mémoire m'en est revenue, et j'ai demandé à être entendue de nouveau.

M. le président donne lecture de la déposition écrite de divers témoins qui n'ont pas paru dans le débat à l'audience. On remarque celle d'un sieur Renaud, étudiant, qui a déclaré que Horner lui avait prêté de l'argent pour prendre ses inscriptions; il a ajouté que celui-ci lui avait montré un billet, en disant qu'il y avait là 25,000 fr. de rente.

La parole est aux avocats de la partie civile.

M. Paillet, l'un des avocats des parties civiles, commence par examiner le billet de 500,000 fr. Il fait ressortir l'in vraisemblance de ces deux secrets qui seraient activement et passivement la cause du billet et de l'endossement; il signale les caractères de faux qui percent dans l'endossement et les circonstances desquelles il résulte, selon lui, d'une manière incontestable, que cet endossement a été fabriqué avec un permis donné par M. Segula pour visiter ses propriétés.

L'avocat fait remarquer combien il est bizarre que le 23 juillet 1835, six jours avant l'échéance du billet, M. Séguin n'eût pas fait encore de préparatifs pour payer la somme de 500,000 fr.; il fait ressortir les caractères de faux et d'in vraisemblance des deux lettres produites à l'appui du billet.

Il fait remarquer combien il est invraisemblable qu'après avoir refusé de donner en 1834 5,000 fr. à Mme de..., M. Séguin ait voulu donner, en 1835 et de son vivant, 250 ou 575,000 fr., et qu'il ait chargé de ce fidéi commis-

sans titre, sans contre-lettres, sans indication aucune, le sieur Horner, qu'il ne connaissait pas.

Après avoir insisté sur cet ordre d'idées, M. Paillet, qui plaide depuis trois heures, demande quelques instants de repos.

L'audience est suspendue à deux heures.

A deux heures et demie, l'audience est reprise.

M. Paillet continue sa plaidoirie. Il s'attache à démontrer que les testaments produits en désespoir de cause, et seulement quand on ne pouvait plus compter sur le recouvrement du billet, portent des caractères évidents de faux et les traces d'un calque servile.

Cette remarquable improvisation a captivé pendant cinq heures l'attention de la cour, du jury et de l'auditoire.

M. Plougoulm, avocat-général. — Après l'admirable plaidoirie que vous venez d'entendre, nous n'avons rien à ajouter quant à présent; nous nous réservons seulement de répondre à la défense.

L'audience est levée à cinq heures.

La fille Marie Briquet était placée en qualité de domestique à gages chez le sieur Nivet, rentier, âgé de 75 ans. Le sieur Nivet reçut une somme de 42,000 fr. en billets de banque, et de peur qu'on ne les prit en son absence, il en avait fait un paquet qu'il mettait dans sa poche, où il l'attachait avec une épingle lorsqu'il sortait, et les replaçait dans son secrétaire quand il rentrait. Le secrétaire était placé dans la chambre à coucher du sieur Nivet, et la fille Briquet, en préparant son lit, avait pu le voir chaque soir placer ces billets dans le secrétaire.

Le sieur Nivet, mécontent du service de la fille Briquet, lui avait donné son congé, et elle devait rendre ses comptes et quitter la maison le 11 avril 1836. Ce jour-là même on apporta un bain pour le sieur Nivet, et pendant qu'il alla dans la salle à manger pour essayer avec le thermomètre la chaleur de son bain, la fille Briquet resta seule dans la chambre à coucher; on transporta le bain dans la chambre à coucher, et quand le sieur Nivet l'eut pris, il se coucha et s'endormit. A son réveil, il reçut la visite de son médecin, en présence de la fille Briquet, qui s'en alla pendant cette visite, quitta la maison sans avoir rendu ses comptes, et ne reparut plus. Le jour même de la disparition de cette fille, le sieur Nivet s'aperçut que ses 42,000 fr. avaient été pris.

Après d'actives recherches, on découvrit que la fille Briquet avait été demeurer avec un individu nommé Deransart, à Vaugirard. Arrivé à ce domicile, le commissaire de police n'y trouva que la fille Briquet, qui fut arrêtée et répondit aux questions qui lui furent faites : Ces billets ne sont pas ici; je ne les ai pas; je ne sais pas si Deransart les a encore; j'ignore où il est allé. Dès ce moment cette fille avoua qu'elle avait pris les billets de banque du sieur Nivet; mais elle déclara en même temps qu'elle n'avait fait que céder aux conseils de Deransart qui, dès les premiers moments de son entrée chez le sieur Nivet, l'engageait à s'emparer du portefeuille de son maître; qu'elle avait toujours résisté; mais son maître l'ayant renvoyée, elle avait fini par se décider.

Ce ne fut que plus tard et seulement le 17 avril que l'on put parvenir à arrêter Deransart, qui déclara qu'il avait pris et changé deux des billets de banque que lui avait remis la fille Briquet, qu'il avait placé le reste dans une ceinture. Un billet de 500 fr. fut trouvé dans la doublure de son chapeau; il déclara que le jour de l'arrestation de la fille Briquet, pensant qu'on était aussi à sa poursuite, il avait jeté la ceinture et les billets dans la Seine. Au moment de son arrestation et pendant l'instruction, Deransart a soutenu qu'il n'avait pas conseillé le vol; mais il a déclaré que la fille Briquet lui avait parlé de ce vol depuis trois mois au moins, qu'il croyait qu'elle avait renoncé à ce projet, lorsqu'elle lui apporta les billets de banque.

Ce ne fut que le 15 mars que l'on put parvenir à découvrir les billets de banque. On avait appris que Deransart était marié à une négresse. On découvrit que cette femme demeurait rue du Faubourg-Saint-Honoré, n. 23. On se transporta à son domicile, et aussitôt elle remit au commissaire de police qui se présentait chez elle, et avant même de connaître sa qualité, un paquet qui fut développé en sa présence, et dans lequel le commissaire de police trouva 36,000 fr. en billets de banque.

En conséquence de ces faits, la fille Briquet comparait aujourd'hui devant le jury, comme accusée de soustraction frauduleuse dans une maison où elle était domestique à gages, et Deransart comme complice de ce crime.

Les deux accusés ont été déclarés coupables. Le jury a admis des circonstances atténuantes à l'égard de la fille Briquet seulement.

En conséquence la fille Briquet a été condamnée à 5 ans d'emprisonnement et à 5 ans de surveillance, et Deransart à 8 ans de réclusion, sans exposition.

La cour ordonne que les valeurs et billets saisis seront rendus à M. Nivet.

La cour de cassation (section criminelle), présidée par M. le conseiller de Crouseilles, a rejeté, dans son audience d'hier, le pourvoi du nommé Bourgues, condamné à la peine de mort par la cour d'assises de Vaucluse, pour crime d'assassinat sur la personne de sa belle-fille.

Les avocats à la cour de cassation ont procédé hier à l'élection de trois membres du conseil de l'Ordre et de trois candidats parmi lesquels le ministre de la justice, doit choisir le président. M. Dalloz, Garnier et Teyssedre ont été proclamés candidats à la présidence, et M. Moreau, Parrot et Béguin-Billecoq, membres du conseil.

L'affaire Picholle, contre M. le vicomte de Morel-Vindé, pair de France, sera plaidée samedi 20 août, à la première chambre de la cour royale et devant M. le premier président. M. Odilon Barrot portera la parole au nom de cette famille.

NOUVELLES DE BOURSE.

Un courrier arrivé cette nuit a apporté des correspondances qui ne contiennent que des détails sur des faits connus.

La défaite de Gómez, dont nous avons parlé hier, se confirme par les correspondances privées, et par une dépêche arrivée à l'ambassade espagnole.

On n'apprend encore rien de certain de la Catalogne.

Les personnes bien informées sont d'avis que la coopération n'est pas entièrement contremandée. On n'interviendra pas contre la constitution de 1812; mais si le pays se calme tant soit peu, et si la nation ne se déclare pas contre la coopération étrangère, il est possible que la coopération commencera bientôt.

Selon l'opinion la plus répandue, la baisse des fonds espagnols, qui sont tombés jusqu'à 50, proviendrait de la baisse à Londres; mais nous apprenons que des pigeons partis hier d'Anvers ont apporté de cette ville les fonds cotés à 50, et voilà ce qui paraît avoir déterminé ce der-cours à Paris.

On s'est beaucoup étonné d'une phrase des feuilles plus ou moins officielles, dans laquelle Cordova est accusé de tous les malheurs. On ne nie pas la justesse de cette accusation; mais Cordova a été soutenu par l'hôtel des Capucines et par le comte de Rayneval, tandis que lord Palmerston et le général Evans en demandaient le rappel.

D'après une rumeur assez répandue, le duc de Bordeaux serait malade. Nous avons vu des lettres de Vienne et de Francfort, arrivées par le courrier ordinaire; elles ne parlent pas de cette maladie.

MM. Martin Maillefer, rédacteur en chef du *Bon Sens*, et Germain Sarrut se sont présentés aujourd'hui chez M. Émile de Girardin, auquel ils avaient annoncé leur visite; M. Émile de Girardin avait prié MM. les généraux Excelmans et Delort de se rendre chez lui; ils ont reçu les deux amis de M. Feuilleide. Ces messieurs, après avoir rappelé les griefs que M. Feuilleide impute à M. de Girardin, ont déposé entre les mains de MM. Excelmans et Delort une provocation à laquelle les honorables généraux ont répondu : « Qu'après la rencontre malheureuse de MM. Carrel et de Girardin, rencontre dans laquelle tout a été si honorable de part et d'autre, ils étaient intimement convaincus que M. de Girardin doit refuser toute provocation quelconque qui prendrait sa source dans ce débat, ou qui s'y rattacherait. »

NOUVELLES DIVERSES.

Le conseil-d'état entre en vacances pour un mois le 1^{er} septembre prochain.

Les exercices du tir à la cible au polygone de Vincennes auront lieu tous les mercredi et samedi de chaque semaine, depuis six heures du matin jusqu'à dix.

Le prompt départ pour Saint-Amand du marquis de Dalmatié, qui

n'était à Paris que depuis huit jours, a fait dire que le marquis était porteur de propositions pour le maréchal son père, dont la vieille expérience paraissait seule à la hauteur des éventualités de la politique actuelle.

Il a été fait mention aussi d'une invitation adressée à M. de Talleyrand de se rendre promptement à Paris.

TAPISSERIE DE BAYEUX. — La *Presse* avait annoncé que l'on allait exécuter aux Gobelins la belle tapisserie de Bayeux. Les journaux, qui lui empruntent souvent sans la citer jamais, ont tous reproduit ce fait. Aujourd'hui, M. Rey, de la société des antiquaires de France, écrit dans la *Quotidienne* qu'effectivement il a émis le vœu qu'il fût fait *fac simile* de cette tapisserie, soit à Beauvais, soit aux Gobelins, mais qu'il a la certitude qu'on ne pense nullement à donner suite à cette proposition.

MONUMENT A LA MÉMOIRE DE NAPOLÉON. — Ce monument, que la Corse a obtenu du gouvernement d'élever dans la ville natale de ce grand homme, doit se composer d'une colonne de granit, surmontée d'une statue semblable à celle de la place Vendôme. Une souscription a été ouverte pour subvenir aux frais. Le roi s'est placé en tête de la liste, ainsi que M. le duc d'Orléans. On compte encore, dans la foule des souscripteurs, M. le duc de Dalmatie, M. le maréchal comte Lobau, M. le comte de Montalivet, le général Sébastiani, le duc de Bassano, le duc de Padoue, le comte de Rambuteau. Le conseil-général de la Corse, en votant une somme de 50,000 fr., a fait un appel aux autres départements de la France : le conseil-général de la Seine, répondant à cet appel, a, dans la session qu'il vient de terminer, voté, sans discussion, une somme de 5,000 fr. pour le monument de la Corse. Son exemple aura sans doute de nombreux imitateurs.

CONCOURS ACADÉMIQUES. — L'académie française a prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1859 le prix de 10,000 fr. qu'elle avait proposé pour la meilleure tragédie en cinq actes et en vers, ou pour la meilleure comédie qui sera morale et applaudie. Le sujet du prix de poésie pour l'an prochain est l'*Arc de l'Etoile*. L'*Eloge du chancelier de Gerson* est également mis en concours pour le prix d'éloquence qui sera décerné le 15 mai 1858.

CONCOURS MUSICAL. — A la fête musicale de Calais, sept corps de musique présentant un effectif de 521 musiciens, qu'escortaient 1,589 gardes nationaux, ont pris part à ce concours. La musique de Dunkerque a eu le premier prix. La course de yacht a aussi été brillante; la coupe de vermeil a été gagnée par la *Princesse-Victoria*. Le soir a eu lieu un dîner auquel 1,600 personnes ont pris part.

MOUVEMENT DU CORPS DIPLOMATIQUE. — Le roi, par ordonnance du 4 août, a nommé M. Serrurier son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Rio-de-Janeiro, et M. Edouard Pontois, en la même qualité près des Etats-Unis d'Amérique.

Un attaché est parti hier pour porter des dépêches à M. de Montebello. On parlait même du rappel prochain de ce diplomate.

M. le président du conseil et le ministre de la guerre ont été appelés hier matin de fort bonne heure à Neuilly, et sont restés jusqu'à onze heures et demie chez le roi.

Des nouvelles de la soirée ont amené, assure-t-on, une modification aux volontés qui ont jusqu'à présent fait obstacle à l'intervention directe et réelle en faveur de la reine. Plusieurs maréchaux et officiers supérieurs ont envoyé des mémoires au roi et au président du conseil. On parle surtout d'un rapport du maréchal Clausel, dans lequel la situation de la Péninsule révolutionnaire est exposée avec une grande vérité. Il est fâcheux toutefois que le gouverneur attendu en Afrique n'ait tiré des faits d'autre conséquence que l'occupation des places fortes par des troupes françaises, qui formeraient la gendarmerie ou la prévôté politique des contrées qu'elles contiendraient à l'aide de colonnes mobiles.

EXPORTATION ET IMPORTATION DES CÉRÉALES. — Pendant le premier semestre de 1856, les importations des céréales ont été de 9,105 quintaux métriques de froment, 1,036 d'autres grains, 18 de farines. Les exportations ont été de 15,708 quintaux métriques en froment, 29,590 d'autres grains, 27,471 de farines. Au 1^{er} juillet, il existait en entrepôt 61,812 quintaux de froment, 4,626 d'autres grains, et 11,026 de farines.

PAQUEBOTS A VAPEUR ENTRE BORDEAUX ET LE HAVRE. — Il vient de se former une compagnie pour l'établissement d'une ligne de paquebots à vapeur entre Bordeaux et le Havre. Le besoin incontestable qu'éprouve Bordeaux d'améliorer ses moyens de communication avec tous les grands centres de consommation, et notamment avec Paris, Rouen et autres points manufacturiers du nord de la France, nous fait vivement désirer le succès de cette utile entreprise.

Ce service, correspondant avec les lignes établies au Havre pour Londres, Southampton, Rotterdam et Hambourg, et par l'escale de ce port avec Saint-Petersbourg, va ouvrir au commerce un moyen de donner à ses rapports avec tout le Nord de l'Europe plus d'exactitude et de précision.

On ne saurait trop encourager les maisons honorables qui se sont réunies pour former cette compagnie, dont les représentants sont : à Paris, MM. Delamarre, Martin Didier; au Havre, MM. Balguerie et compagnie, et à Bordeaux, M. Delmestre.

PROCESSION DU 15 AOUT. — A Nantes, la procession que Louis XIII ordonna à perpétuité, pour mettre la France sous la protection spéciale de la Sainte-Vierge, est sortie le 13 août pour la première fois depuis juillet 1850. Elle a parcouru les quais jusqu'à la Bourse, un grand nombre de rues, pleines d'une foule qui renaissait partout, et partout sur son passage le clergé de Nantes n'a recueilli que des hommages et des respects. Monseigneur le coadjuteur la présidait.

A l'occasion de cette solennité on écrit de Metz les lignes suivantes : « Le 15 août est à la fois une fête religieuse et une fête nationale. Depuis 1658 jusqu'en 1790, chaque année il a ramené le prince et le peuple aux pieds des autels, sous la bannière de cette glorieuse protection. Sous le consulat, ce fut la fête de la paix rendue à l'Eglise après cette longue et sanglante persécution que les Tibère et les Néron de la fin du dix-huitième siècle lui avaient suscitée. Napoléon, empereur, en fit la fête de l'empire en la conservant au patron qu'il s'était choisi, jusqu'à ce qu'enfin la restauration rendit à cette solennité le caractère qu'elle avait sous l'ancienne monarchie.

Ce caractère, les dédaîns de la révolution de 1830 ne pourront le lui faire perdre. Une consécration de deux siècles, si souvent renouvelée, ne s'efface pas devant un oubli de quelques jours. Les fidèles se pressaient aujourd'hui dans notre cathédrale pour suivre la procession, qui s'est encore faite cette année dans l'intérieur de la basilique.

CHOLÉRA. — Les premiers cas de choléra constatés en Suisse ont éclaté à Lugano; où ils ont produit une telle frayeur pour la population de cette ville, que tous ceux qui en ont les moyens pécuniaires quittent la ville et abandonnent à eux-mêmes et au ciel les cholériques que l'on considère comme dévoués à la mort. Même une partie des autorités et des médecins ont fui Lugano et Mendrisio.

Une lettre de Saragosse du 11 août adressée à la *Gazette de France* porte qu'on y avait découvert une conspiration ayant pour but l'assassinat du capitaine-général Evans San Miguel et le pillage de la ville. Quelques personnes compromises ont été arrêtées; d'autres se sont réfugiées en France.

Les détails des nouvelles télégraphiques arrivées hier d'Espagne ne parviendront au plus tôt que demain. Il faut huit heures pour la transmission des dépêches par le télégraphe, et soixante-douze heures au moins pour leur trajet par le courrier. On ne sait donc rien de plus aujourd'hui de ce qu'on connaissait hier sur les événements de St-Ildelfonse.

Un malheureux événement vient de réduire à la mendicité un grand nombre de familles de la commune de Vellexon (Haute-Saône). La foudre y a incendié dix-neuf maisons, et les récoltes déjà faites sont devenues la proie des flammes.

Une souscription est ouverte au profit de ces malheureux, chez M. Desaignes, notaire, place des Petits-Pères.

Le *Toulonnais* annonce qu'il est arrivé des nouvelles du brick l'*Estafette*, que l'on croyait perdu. Ce bâtiment est aux Antilles.

On assure que les troupes qui, suivant les termes de la dépêche, ont forcé la reine d'Espagne à accepter la constitution, ne montaient pas à plus de cinq cents hommes. C'étaient les troupes de sa garde, sur les-

quelles elle avait cru pouvoir compter plus que sur la ligne. Il est à regretter que, dans des circonstances pareilles, la reine n'ait pas préféré se tenir à Madrid, au milieu de ses sujets, au lieu de se retirer ainsi dans une résidence royale.

On doit s'étonner que le rapport de M. Martin (du Nord) sur la conspiration du 28 juillet n'ait pas encore été publié comme on l'avait assuré il y a quelques jours.

Les Antrichiens et Prussiens qui avaient été retirés de Francfort viennent, dit-on, d'être remplacés dans cette ville et les villages environnants par de nouveaux détachements envoyés de Mayence.

Le nombre des soldats est le même qu'auparavant.

M. Edouard Robin commencera un nouveau cours de chimie le 22 août, à une heure et demie, dans son amphithéâtre, rue de la Harpe, n. 90.

L'institution MASSIN, habitée depuis long-temps aux plus honorables succès, ne s'est jamais élevée plus haut que cette année. Ses élèves ont obtenu au concours général trente-quatre nominations, dont 7 prix, et au collège Charlemagne 75 prix et 187 accessits; en tout deux cent quatre-vingt-quatre nominations, dont quatre-vingts prix.

L'institution de M. Barbet a obtenu à la distribution des prix du collège de Saint-Louis cent-trente nominations, dont trente-trois prix.

DEPARTEMENTS.

BASSES-PYRÉNÉES. — M. le général Jacobi, commandant ce département, vient d'être nommé, à l'unanimité, membre du conseil-général des Basses-Pyrénées, en remplacement de M. Gachet, maire de Pau, décédé.

COTE-D'OR. — On vient de fonder à Dijon une école d'horlogerie. Bientôt cette ville renfermera dans ses murs une fabrique d'horlogerie, comprenant la haute horlogerie, dite de marine, et celle du commerce, comme pendules, montres et grosses horloges de tours, clochers et châteaux.

DROME. — Valence, 16 août. — Dans la nuit du 12 au 13, une foule de jeunes gens ont parcouru les rues de Valence aux cris de *à bas Louis-Philippe! vive la république! vive Alibaud!* La police et la force armée étant intervenues, ont sommé les perturbateurs de se retirer; mais ils n'ont point obtempéré à cet ordre, et se sont même livrés à des voies de fait envers des soldats, dont deux ont eu leurs capotes déchirées. Cinq ou six de ces individus sont connus; et la justice informe.

On se loue beaucoup de la modération des soldats, qui, malgré les insultes qu'ils étaient adressés, n'ont point fait usage de leurs armes.

INDRE-ET-LOIRE. — La culture du colza prend une grande extension dans ce département; il est même question de créer à Tours une fabrique d'huile.

NIEVRE. — Une jeune fille de dix-neuf ans, de la commune de Saint-Aubin-des-Chaumes, canton de Tannay, accusée d'infanticide, a été arrêtée par la gendarmerie, et immédiatement conduite à Clamecy. Cette malheureuse aurait eu la barbarie de couper avec ses ciseaux le cou à l'innocente victime à laquelle elle venait de donner le jour.

VARIETES.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE.

Ile de Caprée, 28 juillet 1856.

Maintenant que, d'après ce que je vous ai dit, vous pouvez juger Ferdinand II du point de vue napolitain, c'est-à-dire comme un homme plus instinctif qu'instruit, plus emporté que méchant, plus soldatesque que militaire; maintenant que dans mon impartialité, tout en le dépouillant d'une main des vertus royales qui font un grand roi, je lui ai jeté sur les épaules celle qui les remplace toutes, la clémence; maintenant enfin que vous avez pu comprendre que tout incomplet que Dieu l'ait fait pour accomplir une mission souveraine, il n'en est pas moins un progrès heureux sur François et sur Ferdinand, je vais vous parler de son troisième frère, le comte de Syracuse, qui est pour vous une ancienne connaissance, et dont le voyage en France est resté inexplicable, ou plutôt inexploqué. Je n'ai pas besoin de vous faire son portrait, vous l'avez vu sans doute et vous vous le rappelez.

Je vous ai dit comment il avait été fait vice-roi de Sicile, de quelle manière il avait manifesté sa reconnaissance à son professeur Olivieri, et sous quels auspices il avait été installé à Ralerno par son seigneur suzerain; il avait dix-sept ans.

Les débuts ne furent pas heureux; quelques plaisanteries qui étaient plus selon son âge que selon sa dignité commencèrent par lui aliéner l'esprit des Siciliens. Le conseil était composé de ministres fiers et défiants; fiers, car ils appartenaient à la vieille noblesse baronale; défiants, car ils s'étaient vu trahir par le roi auquel ils avaient donné deux fois asile, et tout leur avait manqué entre les mains, charte de 1815 et capitulation de 1820. L'enfant imberbe se prit à jouer avec les cheveux blancs de ces vieillards (1), et cela fut regardé comme un sacrilège.

Bientôt une action qui fut taxée d'impie vint encore ajouter à la crainte qu'avaient éprouvée les Siciliens en voyant l'administration de leur pays confiée à de si jeunes mains. On montait un opéra nouveau au théâtre Royal; l'envie prit au vice-roi de voir une répétition; il se dirigea en conséquence vers la salle de spectacle à l'heure où les acteurs et les musiciens avaient l'habitude de se réunir; il trouva en scène les artistes chantants; mais quant aux artistes exécutants, ils étaient occupés à un tout autre office; un enterrement de distinction devait avoir lieu ce même jour, et l'Eglise, pour compléter sa pompe funéraire, avait eu recours au théâtre. Le comte demanda d'où venait ce vide à l'orchestre; on lui répondit qu'on exécutait à cette heure une messe en musique pour le service funèbre de madame S...

— Allez chercher les musiciens, dit le prince, et dites-leur que je les attends. — Mais s'ils n'ont pas fini, monseigneur?

— Qu'ils viennent toujours, on enterterra madame S... demain. Le messager trouva le service à moitié fait; les musiciens, forcés d'obéir, quittèrent l'Eglise, vinrent faire leur répétition, et le lendemain retourneront achever leur messe interrompue; quant au cadavre, il avait attendu un jour parce que son altesse n'avait pas voulu attendre une heure.

Vers le même temps arriva une autre aventure qui fut racontée d'une manière fort différente par les amis et les ennemis du prince: quant à moi, qui ne suis ni des uns ni des autres, je crois pouvoir répondre que je vous adresse la véritable version (2):

L'une des plus riches héritières de Palerme, Mlle de Ste-C..., était sous la tutelle de sa mère, qui devait lui rendre compte au jour de son mariage d'une fortune de 125,000 ducats (550,000 fr. à peu près). Cela fit naître au cœur de Mme de Ste-C..., qui n'avait aucune fortune, le désir de marier sa fille le plus tard pos-

(1) Nous ne citerons que trois épiques de la vice-roi: « Un jour, il mela du jupon aux rafraichissements qu'on apportait à ses ministres pendant le conseil. Un autre jour, comme ils étaient forcés de passer sur une terrasse découverte pour se rendre à la salle des conférences, le comte de Syracuse et ses deux frères cadets se placèrent aux fenêtres qui donnaient sur cette terrasse armés de fusées et de chandelles romaines, et ce ne fut qu'en passant à travers un véritable feu d'artifice que les ministres purent arriver au conseil. Un autre jour enfin, il tira la chaise du conseiller Mastropolo au moment où il s'asseyait, et cette plaisanterie de famille n'eût pas plus de succès à Palerme que celle de son frère n'en avait eu à Naples.

(2) Le *Courrier* l'a racontée d'une manière inexacte dans le fameux article qu'il fit paraître il y a un à peu près sur la cour de Naples.

sible, ou mieux encore de ne pas la marier du tout; or, l'idée qui se présenta à l'esprit de cette mère fut que si son enfant était déshonorée, personne ne songerait plus à l'épouser, et que la dot lui resterait; aussi, loin de s'opposer aux séductions qui entourent une jeune fille, elle les favorisa: la porte de la maison fut ouverte au prince de N.; on feignit de croire à la pureté de ses intentions, et la pauvre enfant, que sa mère aurait dû soutenir, tomba, ne trouvant plus où s'appuyer.

Le bruit de la liaison de Mlle de Ste-C... avec le prince de N... commençait à se répandre, lorsque le comte de Syracuse la vit et en devint amoureux. Le prince de N... était trop bon courtesan pour mettre obstacle aux désirs de son altesse; il fit donc à peu près pour elle ce que Mme de Ste-C... avait fait pour lui, et grâce à cette complaisance, le comte de Syracuse réussit comme avait réussi le prince de N...

Cette seconde liaison, moins secrète encore que la première, eut bientôt toutes les suites qu'elle pouvait avoir; peut-être cependant ce malheur eût-il été chose facile à cacher, si Mme de Sainte-C... n'y avait vu un moyen d'accomplir son projet: elle fit donc grand bruit du déshonneur de sa fille; pour que personne n'ignorât ce déshonneur, elle voulut exiger du comte de Syracuse une réparation que rendaient fort difficile, pour ne pas dire impossible, et la priorité du prince N. et la distance qui séparait le séducteur de la jeune fille qu'il avait non-seulement séduite, mais qu'on lui avait séduite: il crut que, dans les circonstances où il avait été entraîné, c'était trop d'être galant homme, et qu'il suffisait d'être honnête homme. En conséquence, il redoubla de délicatesse, d'attention et de prévenances pour Mlle de Sainte-C..., mais se garda de répondre aux propositions de sa mère.

Ces soins redoublèrent encore s'il était possible lorsque Mlle de Sainte-C... fut devenue mère, car ils se divisèrent entre elle et son enfant. Ce dernier tomba malade; le comte voulut qu'il fût soigné par son propre médecin; mais, malgré tous les efforts de l'art, il mourut.

Cette mort était du domaine de la calomnie; aussi la calomnie s'en empara-t-elle: la sollicitude paternelle fut réputée crime, et l'on dit tout haut que, pour cette fois, la mission sainte du médecin avait étrangement changé de nature. Plus cette accusation était infâme, plus elle fit bruit, mais, il faut le dire en l'honneur des Palermitains, sans qu'elle inspirât grande croyance. Quant à Mme de Sainte-C..., son but était rempli; sa fille était déshonorée, et ce déshonneur lui assurait à elle vingt-cinq mille livres de rente.

Cet événement de la vie privée fut profitable à la vie publique. Le malheur est comme l'orage: quand il ne brise pas, il mûrit. Le prince reçut la robe virile des mains de la douleur, et la revêtit: voyant ce changement, quelques nobles patriotes siciliens, qui s'étaient éloignés de l'enfant, se rapprochèrent de l'homme; les étourderies que nous avons citées furent mises sur le compte de l'âge; on détourna les yeux du passé, et on les tourna vers l'avenir.

Effectivement, à compter de ce jour, le prince ne démentit pas les promesses faites en son nom; un sens droit remplaça l'éducation absente, et un véritable dévouement aux intérêts siciliens, qui ressortit bientôt de ses actes administratifs et surtout de son opposition à Ferdinand II dans l'affaire du traité de Rome, lui acquit auprès de ce pauvre peuple, toujours sacrifié ou trahi, une grande popularité. Un événement tragique, qui arriva vers cette époque, servit à faire ressortir son impartialité.

Le prince de N., qui avait cédé sa maîtresse au comte de Syracuse, avait, pour se consoler de ce sacrifice, jeté les yeux sur Mme Elghero, femme d'un Napolitain, qui habitait Palerme. Celle-ci prévint son mari des attentions que lui faisait l'honneur de lui rendre le prince de N. Elghero invita sa femme à tâcher de l'éloigner sans scandale et sans bruit; le prince de N. ne voulut pas comprendre les avertissements qui lui étaient donnés, et redoubla d'assiduités. Ces assiduités eurent pour résultat une visite d'Elghero au noble séducteur; visite dans laquelle le mari prévint l'amant qu'il savait tout, et le pria de discontinuer ses visites que sa femme regardait comme importunes, et lui comme injurieuses. Le prince de N., se croyant sûr de l'appui du vice-roi, ne tint aucun compte de l'avertissement, et quelques jours après, profitant de l'absence du mari, il se présenta de nouveau chez la femme.

A son retour Elghero apprit cette nouvelle tentative, et cette fois, poussé à bout, il sortit avec l'intention de demander raison au prince de N.

Elghero rencontra le prince dans la rue des Quatre-Cantons; il était en uniforme de colonel et avait son sabre au côté. L'occasion était belle pour lui demander raison. C'est aussi ce qu'il fit. Mais malgré la clarté de la proposition, le prince affecta tant d'inintelligence, mit tant de mauvaise volonté à comprendre, puis enfin, lorsqu'il eut compris, fit une si singulière réponse, que le Napolitain, voyant qu'il n'en obtiendrait pas satisfaction, voulut au moins se faire justice. Le prince tomba frappé de trois coups de poignard. Elghero, entra chez lui, tenta de se brûler la cervelle; et lorsqu'on vint pour l'arrêter, on le trouva baigné dans son sang.

Cependant la blessure n'était pas mortelle. Elghero, traduit devant un tribunal, fut condamné à vingt ans de galères; mais un recours en grâce fut présenté au comte de Syracuse, qui se chargea de le transmettre à son frère.

Nous l'avons vu, le roi de Naples est clément; il sentit, avec ce tact de justesse intime que nous avons dit être son partage, que le seul et vrai coupable dans cette affaire était le prince de N. En conséquence, il grâcia pleinement et entièrement Elghero; quant au prince de N., il en fut quitte pour les trois coups de poignard qu'il avait reçus dans le dos, au lieu du coup de sabre qu'il aurait peut-être reçu dans la poitrine. Qu'on nous permette d'appuyer encore une fois sur cette nouvelle grâce accordée par Ferdinand II, car elle sort des amnisties politiques; elle prouve que le roi de Naples est non seulement clément, mais encore juste. Vous voyez que j'appuie sur les bonnes choses comme sur les mauvaises: c'est que je voudrais être impartial, même envers un roi.

La popularité du comte de Syracuse s'accrut encore de cet événement; il avait été l'intermédiaire entre la justice et la clémence; il en est des grâces royales comme des parfums, le messager qui les porte en conserve l'odeur.

Bientôt cette popularité s'accrut au point que la roi de Naples s'en inquiéta; il vit dans cet amour des Palermitains pour son frère une désaffection de lui-même. La Sicile ne fait partie du royaume napolitain que par force; Dieu lui-même, voyant sans doute qu'il s'était trompé, a pris la peine de la détacher de la Calabre par un cataclysme: c'est une terre qui se croit le droit d'être indépendante parce qu'elle est séparée, qui possède en elle-même tout ce qui est nécessaire à son existence, et qui peut sans importation vivre de son exportation; quant à sa situation topo-

graphique, c'est celle que choisira la Liberté elle-même pour en faire sa forteresse, une île avec des montagnes.

La première marque de défiance que manifesta le roi fut remarquée à propos d'une magnifique cavalcade qu'avait faite le comte de Syracuse pendant le carnaval de 1834; il avait adopté le nom et le costume de Richard-Cœur-de-Lion, et avait parcouru les rues de Palerme, accompagné de toute la noblesse sicilienne déguisée en chevaliers du temps de la croisade. Cette mascarade, tout innocente qu'elle fut interprétée à mal par le roi de Naples; le figuré lui fit craindre le réel; son frère ne pouvait pas être Richard sans qu'il fût, lui, Jean-sans-Terre. Une occasion importante se présentait de rappeler le prince à Naples; Ferdinand II en profita; voici ce qui l'avait fait naître.

Notre reine, dont les vertus sont encore plutôt celles d'une femme et d'une mère que celles d'une reine, et qui, si elle était consultée dans le mariage de ses enfants, préférerait certes toujours les intérêts de bonheur et de famille aux intérêts politiques, s'était souvenue de ces jeunes princes, élevés avec les nôtres à Palerme. Ferdinand II était marié; en conséquence il ne fallait pas penser à lui; quant au prince Charles, il présentait des antécédents tels qu'une mère ne pouvait lui confier le bonheur de sa fille. Elle songea donc au prince Syracuse, et aussitôt qu'elle en eut reçu l'autorisation du roi, elle écrivit dans ce sens à la reine mère.

Une telle alliance était à la fois pour Naples un honneur et un profit. La reine mère s'empressa donc de communiquer les dépêches ou plutôt la lettre qu'elle avait reçue à Ferdinand II. Celui-ci, qui depuis longtemps cherchait un moyen de neutraliser dans ses états l'influence autrichienne, accepta avec empressement celui qui se présentait. En conséquence il ordonna, comme nous l'avons dit, au comte de Syracuse de se rendre à Naples, lui fit part de ses projets en lui recommandant le silence, et répondit en son nom et au nom de son frère, par une lettre qui ne devait laisser aucun doute à notre famille royale sur ses intentions et sur sa reconnaissance.

Mais à peine la lettre était-elle arrivée aux Tuileries que le comte de Syracuse, croyant pouvoir se confier au prince Cassero son ami, lui avait fait part de l'alliance arrêtée. Nous n'osons assurer que ce fut par l'indiscrétion de ce prince que l'ambassadeur d'Autriche, M. le comte de Leibeltz, fut prévenu, mais le fait est que, de quelque part que lui vint la nouvelle, il en écrivit à M. de Metternich, et quelques jours après signifia au roi que le cabinet de Vienne verrait avec grand regret une alliance entre les Bourbons de Naples et ceux de France, surtout au moment où quelques princesses autrichiennes venaient d'atteindre leur nubilité. Il résulta de cette ouverture une scène assez violente entre le roi et M. le comte de Leibeltz, dans laquelle le ministre dit au roi que son souverain espérait que Naples n'oublierait pas les obligations qu'elle avait à l'Autriche. — Oui, répondit le roi, je sais qu'à propos de la restauration de 1820, elle en a signé pour 80 millions, mais je sais aussi que ces obligations sont acquittées.

Cette réponse était celle d'un homme désappointé dans ses projets, mais non pas résolu de les poursuivre. Le mariage, à peine arrêté, fut donc rompu, et l'on s'apprêta à écrire à la cour des Tuileries, lorsque le comte de Syracuse proposa de s'y rendre pour dégager lui-même la parole de son frère, offrant de passer de France en Autriche, et d'y attendre les ordres du roi relativement à celle des archiduchesses à laquelle il recevrait la permission d'offrir ses hommages. Ferdinand II accepta cette proposition, et le prince partit pour Paris, où la reine, qui n'avait point été prévenue du changement survenu dans les négociations, le reçut comme un fiancé.

Il résulta de ce bon accueil une chose bizarre, mais facile à comprendre cependant; c'est qu'en se trouvant au milieu de cette famille royale, si différente de la sienne, le comte de Syracuse n'eut point le courage de s'acquiescer de la commission qu'il avait promise de remplir. Bientôt aussi la beauté de la princesse Marie lui fit oublier entièrement le motif pour lequel il était venu, et il

resta dans un but tout opposé à celui qui l'avait amené. Une lettre de Naples tomba comme la foudre au milieu des fêtes dont le prince était l'objet, déjà plutôt à titre de fils que de neveu.

On devine facilement quel effet dut produire une missive aussi inattendue. Le comte de Syracuse avoua tout. Le roi lui pardonna, comme à un enfant qui a commis une imprudence; mais le duc d'Orléans, avec ses nobles et chaudes idées d'honneur, fut, à ce qu'on assure, moins indulgent. Une explication eut lieu, dit-on, entre les deux princes, à la suite de laquelle le duc d'Orléans fut obligé de revenir à l'avis de son père, et de considérer son cousin comme un enfant. Le comte de Syracuse partit quelques jours après pour l'Angleterre, et lorsqu'il en revint, le duc d'Orléans, qui avait pensé avec la délicatesse exquise d'un homme du monde que sa présence pourrait causer quelque embarras à l'illustre voyageur, était allé faire en Suisse un voyage d'agrément.

Notre intention d'informer avec soin le public de tout ce qui peut l'intéresser nous porte à lui signaler la LIQUEUR INDIENNE ANALYSÉE ET BREVETÉE, produit d'un seul fruit comportant les aromes les plus délicats, dont l'usage est indispensable pour les affections d'estomac, notamment oppressions et digestions laborieuses.

Dépôt principal, rue Montorgueil, 29, à Paris.

BOURSE DU 19 AOUT.

Les affaires ont été très limitées à la bourse d'aujourd'hui; nos fonds se sont du reste bien maintenus toute la bourse. Les fonds espagnols restent en baisse sur le dernier cours d'hier, et la dette active, ouverte à 50, a fermé au même cours, après être baissée à 29 3/4. Au comptant, le 3 % n'a pas varié; le 5 % a haussé de 3 c. Les actions de la caisse hypothécaire ont haussé de 5 fr., et celles de la banque de 1 fr. 25 c. — Les obligations de la ville et les quatre-canaux n'ont pas varié. La dette active d'Espagne a baissé de 1 fr., la dette passive de 1/4, les nouveaux différés de 5/8, et les anciens de 3/8. La rente de Naples, l'emprunt romain, l'emprunt belge, celui du Piémont, le 3 % portugais, et les actions de la banque de Bruxelles, n'ont pas varié. — L'emprunt d'Haïti a baissé de 2 fr. 50 c. Fin du mois, le 3 % a baissé de 5 c.; le 5 % n'a pas varié, et le 3 % portugais a baissé de 5/4. Après la bourse, à 3 h., 80 fr. 0 demandé; 80 02 c. 1/2 offert.

AU COMPTANT. — FONDS FRANÇAIS.

CINQ 0/0, jouiss. du 22 mars 1836, 108 70 75.
QUATRE 1/2 0/0, jouiss. du 22 mars, 101 25.
QUATRE 0/0, jouiss. du 22 mars, 101 25.
TROIS 0/0, jouiss. du 22 juin, 79 80.
BONS DU TRÉSOR à échéances.
ACTIONS DE BANQUE, 2276 25.
RENTES DE LA VILLE DE PARIS, 5 0/0, 1207 30.
OBLIGATIONS DE LA VILLE DE PARIS, 1207 30.
QUATRE-CANAUX, avec prime, 1250, 1227 50.
CAISSE HYPOTHECAIRE, jouiss. de j. 1000, 763.
OBLIGATIONS de 500 fr. 4 0/0.

FONDS ÉTRANGERS.

RENTES DE NAPLES, jouiss. du 1 juillet, 100 25 20.
ÉTAT ROMAIN, oblig. 1851, 5 p. 0/0, jouiss. du 1 juin, 102 5/4.
ESPAGNE, dette active, 5 0/0, jouiss. de mai 1836, différée sans intérêt, 11 1/8 11.
passive id. 9 1/4 1/4.
EMPRUNT BELGE de 1831, 103 1/4.
EMPRUNT PORTUGAIS, oblig. 1835, 5 0/0, jouiss. de juin, 3 0/0 1835, 43.
EMPRUNT D'HAÏTI, jouiss., de juillet 1828, 385 382 50.
EMPRUNT DU PIÉMONT, 1115.

FIN COURANT.

Pr. cours	D. cour.	Pr. cours	D. cour.
80	80 05	100 40	100 35
80	80 10		
80 45	80 60		
108 95	109		
108 95	109		
		44 1/2	44 7/8

BARON ET COMP.
BUREAU CENTRAL.
Rue de la Jussienne, 11.

BUREAUX D'ARRONDISSEMENT:
1^{er} Bureau, r. du Fig. Montmartre, 40
2^e — rue Saint-Honoré, 274.
3^e — rue Gît-le-Cœur, 1.
4^e — rue Vieille-du-Temple, 19



HEURES DES DÉPARTS.

Du 1^{er} mai au 1^{er} octobre.
à 6 h. du mat., à 11 h. et 4 h. du soir.
du 1^{er} octobre au 1^{er} mai.
à 7 h. du mat., à 11 h. et 3 h. 1/2 du soir.
Nota. Toute dépêche doit être remise une heure avant pour profiter du départ des heures fixes.

Distributions Quotidiennes

DE TOUTES LES IMPRIMERIES DANS PARIS, INSERTIONS GÉNÉRALES DANS LES JOURNAUX ET MISES D'ADRESSES.
Sont admis à la distribution : les Journaux, Ouvrages périodiques, Feuilles imprimées entièrement, gravées, lithographiées ou autographiées (sauf les signatures ou la date), Invitations pour cérémonies et services religieux, Prospectus, Avis divers, CARTES DE VISITE, Lettres de part, Convocations, Invitations pour soirées et bals, etc.; en général de toute espèce d'imprimés, d'après un tarif, aux taux les plus bas, uniformément suivis dans tous les bureaux de l'administration. Les lettres manuscrites en sont exclues; toute distribution est faite en deux heures et demie.
L'Administration rembourse les exemplaires égarés dans le service, et rend un compte des changements d'adresses et des rebuts annotés.

EMPRUNT de S. A. R. le grand duc de Hesse,

REMBOURSABLE PAR 10 MILLIONS 767,330 FRANCS.
Cet emprunt est composé de 95,000 obligations, qui seront successivement appelées au remboursement avec accroissement du capital et d'intérêts. Le prochain remboursement est stipulé comme suit :
1 obligation pour 54,000 fr. 2 obligations à fr. 525 1,050 fr.
1 — 16,800 2 — 262 50 525
1 — 4,200 20 — 105 2,100
1 — 2,100 70 — 84 5,880
2 — à fr. 4,050. 2,100 900 — 36 70 31,080

1,000 OBLIGATIONS REMBOURSÉES PAR FRANCS 169,785.
Le moindre remboursement pour chaque obligation est de 56 fr. 70 c.; le remboursement le plus élevé de 100,000 fr.
On peut se procurer le prospectus français de cet emprunt et des obligations au prix de 70 fr. chez
HENRI REINGANUM,
Banquier et Receveur général à Francfort-sur-Mein.

Pharmacie HARDQUIN, rue de l'Arbre-Sec, 42, à Paris.

SIROP DÉPURATIF

contre les maladies secrètes, surtout anciennes, les dartres, boutons, rougeurs, rhumatisme, goutte, etc. Ce médicament officinal est le meilleur mode de guérison, et le seul approuvé par l'autorité; il se vend par bouteilles de 5 ou 10 fr., avec une notice médicale, dans laquelle est indiqué le plus sûr moyen de guérir les fleurs blanches, par les PILULES TONIQUES ASTRINGENTES.
Pharmaciens dépositaires : à Avignon, MM. Guibert; à Bordeaux, Tapie; à Chartres, Delacroix; à Colmar, Dubamp; à Epinal, Georges; à Grenoble, Nana; à Lille, Tripier; à Lyon, Borelly, place de la préfecture, 15; à Marseille, Ar-

L'HYPOCRAS,

nouvelle LIQUEUR de table, importée de l'étranger par la maison GOISIER et C^e, vient d'être brevetée par le Roi pour ses propriétés fortifiantes et digestives. Prise après le repas elle donne à la bouche une fraîcheur suave et à l'estomac une action bienfaisante. Prix du flacon : 5 fr. A l'entrepôt, à Paris, rue de la Jussienne, 11, d'où l'on expédie. (Affranchir.) Dépositaires : à la pharmacie, rue de l'Arbre-Sec, 42, aux Américains, rue Saint-Honoré, 147, et galerie Delorme, 10.

On demande des Voyageurs à Commission.
AVIS CONTRE LES COLS EN FAUSSE CRINOLINE dont l'usage est incommode et presque nul.
La signature de l'inventeur breveté garantit ses COLS en VRAIE CRINOLINE-OUINOT, CINQ ANS DE DURÉE.
Chef-d'œuvre d'industrie, en vogue pour ville, campagne, bals et soirées. P. de la Bourse, 27.

GUÉRISON
DES MALADIES SECRÈTES,
Récentes, anciennes ou dégénérées.
Traitement du D^r CH. ALBERT
BREVETÉ DU ROI.
Les guérisons nombreuses et authentiques obtenues sur une foule de malades abandonnés comme incurables, sont des preuves non équivoques de sa supériorité incontestable sur tous les moyens employés jusqu'à ce jour.
Ce traitement est peu dispendieux, facile à suivre en secret ou en voyage, et sans aucun dérangement : il s'administre avec un égal succès dans toutes les saisons et dans tous les climats.
Des Dépôts sont établis dans toutes les villes de France et de l'Etranger.
Une instruction du Docteur ALBERT, sur la manière de SE DIRIGER SOI-MÊME, se délivre gratuitement chez tous les dépositaires.
Consultations gratuites tous les jours, CHEZ L'AUTEUR, à Paris, rue Montorgueil, 21.

VIN DE SEGUIN CONTRE LES FIEVRES.

L'expérience journalière a démontré que ce remède est un spécifique souverain dans les fièvres intermittentes, et dans toutes les affections périodiques. On l'emploie dans les convalescences pénibles et dans les digestions laborieuses de l'estomac. A la pharmacie SEGUIN, rue Saint-Honoré, 578.

COULISSE : avant la bourse 80 02 1/2 79. — A 4 heures, 80 05.

Report du comptant à la fin du mois.	D'un mois à l'autre.
3 p. 0/0... 13 1/2 10	27 1/2 25
5 p. 0/0... 20 25	30
Naples... 20 15	
Rome... 20 15	

CHANGES.

LONDRES... 1 mois, 25 22 1/2.	3 mois, 25 07 1/2.
HAMBURG... 1 mois, 186.	3 mois, 185.
AMSTERDAM, 1 mois, 57 3/4 3/8.	3 mois, 57 3/8.

FONDS ANGLAIS. — Londres, 17 août. — Cité, 4 heures.
CONSOLIDÉS pour compte, ouvert à 91 1/4. — FONDS ESPAGNOLS, passive, 9 5/4.
91 1/4 3/8. — — — — — différée, 12 5/4.
— p. compte, fermé à 91 1/4. — PORTUGAIS NOUVEAUX, 72.
FONDS ESPAGNOLS, actif, 29. — — — — — 5 p. 0/0, 44.

BULLETIN COMMERCIAL DU 18 AOUT.

SPIRITUEUX. — Le 5/6 disponible et courant du mois, reste coté 153; septembre et octobre, 153; novembre et décembre, 153 à 157 30; janvier et février, 150 à 152 50; de mars en août, 143 à 147 50. A Pézenas, le cours a été de 23 f. sans marchandise; pour Béziers, 25 50; pour novembre et décembre, 21 75.

HUILES DE GRAINES. — L'huile de colza, disponible, vaut 151 à 152; courant du mois, 152; septembre 153 30; septembre et octobre 154; 4 derniers mois, 155; 2 derniers et 2 premiers, 155; 4 premiers 155 à 152. Le cours de Lille est 124 à 125; voiture, 6 50.

SAONS. — Le savon, ordres de livraison, est à 120 et 4 p. 0/0 d'escompte; le disponible, 120 et 5 p. 0/0; les 4 derniers mois, 120 et 4 p. 0/0 offert; les 3 derniers et 3 premiers, 120 et 3 1/2 0/0 offert.

HALLE AUX BLÉS DE PARIS. — 17 AOUT 1836.

Pain 1 ^{re} q., les 2 kil., 55 c. 0/0.	Seigles, l'hect. 1/2.
Pariser, les 159 kil.	1 ^{re} qualité... 11 00 à 11 50
De choix... 48 00 à 49 00	2 ^e id... 10 00 00 00
1 ^{re} marques... 46 00 47 00	Orges, l'hect. 1/2.
2 ^e id... 44 00 45 00	(entrée 1-63 par setier.)
3 ^e id... 42 00 43 00	Ch. entrée... 11 50 à 12 00
Marques infér... 40 00 41 00	Hors Paris... 9 50 10 00
2 ^e q. tous pays... 38 00 39 00	Nouvelle... 00 00 00 00
3 ^e q. id... 32 00 34 00	Avoines, les 5 hect.
Blés, l'hect. 1/2.	(entrée 1-98 par setier.)
Blé bl'nc... 25 00 à 24 00	1 ^{re} qual., choix... 25 00 à 26 00
1 ^{re} qual. rouge... 21 00 22 00	Id. par pet. lots... 23 00 24 00
2 ^e id... 19 00 20 00	2 ^e qualité... 23 00 24 00
3 ^e id... 18 00 19 00	3 ^e id... 21 00 22 00
Inférieur... 18 00 19 00	Inférieure... 19 00 20 00

COURS LÉGAL DES FOURRAGES (entrées comprises).

FAUBOURG ST-ANTOINE, 16 août, 1 ^{re} q. 2 ^{me} q. 3 ^{me} q.			
Foin (les 500 kil.)	48 50	45 46	43 44
Luzerne	38 59	35 56	32 33
Trèfle	35 56	00 00	00 00
Régain de luzerne	38 59	35 56	00 00
Sainfoin nouveau	00 00	00 00	00 00
Paille de blé	21 25	00 00	00 00
Paille de seigle	26 27	00 00	00 00
Paille d'avoine	38 59	35 56	00 00

FAUBOURG ST-MARTIN. Marché du 16.

Foin	Paille	Paille de seigle
00 00 00 00 00 60	25 26 24 00 00 00	28 00 26 27 00 00

BESTIAUX. — Marché de Poissy, 18 août.

Amenés.	Vendus.	Environ.	Prix moyen par 1/2 kilog.
Bœufs... 1690	845	795	47 c.
Vaches... 25	17	8	40
Veaux... 1038	482	533	55
Moutons... 7757	3750	2555	32

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

Imprimerie de BÉTHUNE et PLOU, rue de Vaugirard, n. 36.